

Impôt sur le revenu—Loi

Il n'y a qu'à voir dans quelles conditions vivent nombre de familles canadiennes quand on sait que des banques alimentaires existent dans toutes les grandes villes du pays. Les gens font la queue pour un misérable sandwich ou un bol de soupe. Il n'y a qu'à voir dans quelles conditions déplorables vivent les autochtones des réserves. Et il faut visiter les taudis et les pauvres chambres dans lesquelles vivent des centaines et des milliers de Canadiens, ce qui n'empêche pas nos conservateurs d'affirmer que nous vivons au-dessus de nos moyens. Quelles absurdités et comme c'est triste d'entendre pareilles choses.

Je ne peux m'empêcher de penser à la déclaration publiée par les évêques catholiques le 5 janvier 1983. J'entends de biens belles paroles du côté des banquettes ministérielles et bien des solutions contre lesquelles les évêques nous ont mis en garde dans leur déclaration de 1983. Voici donc un passage de cette déclaration:

Il est devenu de plus en plus évident que notre avenir industriel est. . .

Je dois m'interrompre. Je reviendrai sur cette partie du texte, car les évêques avaient bien d'autres points très importants à faire valoir. J'estime que ce document à caractère social est l'un des plus importants écrits au Canada dans les années 1980. Voici comment les évêques décrivent la crise économique:

La crise actuelle semble symptomatique d'une crise structurelle beaucoup plus profonde du système capitaliste international. Certains observateurs font remarquer que de profonds changements sont en cours actuellement dans la structure du capital et de la technologie et qu'ils auront un impact social grave sur le monde du travail.

Ils parlent ensuite des solutions qui sont proposées à l'heure actuelle. Voici ce qu'ils disent sous la rubrique «Stratégies actuelles»:

Il y a tout lieu de craindre que ces mêmes problèmes structurels et moraux ne se retrouvent dans les stratégies de relance économique du Canada. Comme les récents exposés de politique économique le révèlent, le principal objectif est de rétablir la rentabilité et la compétitivité de certaines industries canadiennes et d'offrir un climat plus favorable aux investisseurs privés au Canada. Le secteur privé doit être le «moteur» de la relance économique. Afin de réaliser ces objectifs, l'inflation. . .

Les évêques parlaient de l'inflation en 1983. Je reprendrai exactement leurs arguments, mais je remplacerai le terme «inflation» par le terme «déficit».

Afin de réaliser ces objectifs, (la réduction du déficit) doit constituer l'objectif prioritaire. On attribue le (déficit) aux salaires des ouvriers, aux dépenses gouvernementales et à la faible productivité plutôt qu'au monopole sur les prix. Pour réduire (le déficit), on a recours à des mesures d'austérité comme le programme des 6 et 5 p. 100. . .

C'était là la solution libérale. Soit dit en passant, il n'y a pas une grande différence entre les mesures que les conservateurs prennent à l'heure actuelle et celles que les libéraux ont prises à l'époque. Je poursuis mes citations:

. . . des mesures d'austérité comme le programme fédéral des 6 et 5 p. cent et des compressions dans les dépenses sociales (les hôpitaux, l'assurance-santé, les services publics, l'enseignement et l'aide et l'étranger), plutôt que des mesures visant à restreindre les profits et les prix. En outre, ces mesures ont été renforcées par une série d'allègements fiscaux accordés aux sociétés et d'encouragements directs à l'investissement pour des secteurs comme le secteur pétrolier. En fait, la survie du capital passe avant la main-d'œuvre dans la stratégie actuelle de relance économique.

Examinons les statistiques. On s'aperçoit que c'est le cas. Tous ces chiffres portent sur la situation au moment où les libéraux étaient au pouvoir, mais les conservateurs ne semblent rien y changer. Je vais maintenant vous citer un passage tiré du numéro de janvier 1985 de la revue *Canadian Business* qu'on ne peut certainement pas accuser d'être de tendance socialiste:

En 1977, les grandes sociétés ont été imposées en moyenne (après toutes les déductions et reports possibles) à un taux de 18.2 p. 100. . .

En 1981, dernière année pour laquelle des statistiques sont établies, le taux d'impôt véritable des grandes entreprises est tombé à 14.3 p. 100. . .

Ce n'est pas tout. L'article se penche ensuite sur certains des autres échappatoires fiscales qui existent. Ainsi, on parle du problème du report des impôts et l'on donne certains exemples; voici:

La Northern Telecom, qui a réalisé un profit de 325 millions de dollars à même un chiffre d'affaires de 3.3 milliards de dollars en 1983, a trouvé le moyen de terminer l'année financière sans payer d'impôt.

La TransCanada Pipelines, avec un actif de 4.7 milliards de dollars et des gains avant impôts de 182 millions en 1982 n'a été assujettie qu'à un impôt réel de 7 p. 100.

Shell Canada, avec un actif de 4.7 milliards de dollars et des gains avant impôts de 302 millions de dollars, n'a pas payé le moindre impôt sur le revenu en 1982.

La liste continue ainsi. Quand les ministériels parlent de réduire le déficit, proposent-ils de taxer les revenus de Shell Canada, de TransCanada Pipelines ou de Northern Telecom? Pas du tout. Ce sont les grandes entreprises et leur quête du profit qui, les évêques l'ont dit, ont été choisies pour servir de moteurs de la croissance économique. Nous devons nous incliner devant elles et trimer pour elles. Jamais nous ne devons toucher à leurs dividendes spéciaux ou à leurs concessions fiscales spéciales. Nous ne pouvons pas faire cela. Qui donc est visé par les coupes? Les personnes âgées, le réseau d'enseignement, les gens qui vivent d'aide sociale et de prestations d'assurance-chômage. Ce sont eux qui doivent se serrer la ceinture et faire des sacrifices. Quand donc Shell Oil, TransCanada Pipelines et Northern Telecom se sont-ils sacrifiés pour le Canada? Ils ne l'ont jamais fait et ne le feront jamais.

• (1750)

Puis il y a cette chose supplémentaire qui s'appelle les impôts différés. En 1980, ils atteignaient quelque 24.2 milliards de dollars. C'était plus que tout le déficit fédéral à l'époque. Si les ministériels voulaient vraiment régler le problème du déficit, ils s'arrangeraient pour percevoir ces maudits impôts différés. Il y en a pour 24 ou 26 milliards de dollars un peut partout. S'y décideront-ils un jour? Non. Percevront-ils un jour cet argent? Non, parce que le gouvernement a tiré un trait sur ces impôts.

Mais revenons-en à la déclaration des évêques. Ils ont posé une excellente question. Ils ont dit en effet:

Il n'y a aucune raison de croire que les travailleurs pourront éventuellement bénéficier réellement des sacrifices qu'on leur impose. En effet même si les entreprises récupèrent et augmentent leur marge de profits, il est fort probable qu'elles investiront dans de nouveaux moyens technologiques, réduisant ainsi la main-d'œuvre, qu'elles exporteront ces profits vers d'autres pays, ou encore qu'elles les engageront dans le marché de la spéculation.

Les évêques disent-ils n'importe quoi ou bien sont-ils sérieux? Ont-ils des faits et des chiffres à l'appui de ce qu'ils avancent? Je le crois.

Examinons encore une fois certains des faits et des chiffres relatifs à ces concessions fiscales. Selon les études menées à cet égard, les sociétés qui bénéficient le plus de concessions fiscales sont en réalité celles qui créent le moins d'emplois. Pourtant, on justifie bon nombre de ces avantages fiscaux en disant que cela créera des emplois. Les ministériels affirment que nous devons permettre à ces entreprises de réaliser plus de bénéfices afin qu'elles puissent les réinvestir dans l'économie, créant